



Discours prononcé par Tom Sank sur la dette à Addis Abéba le 29 juillet 1987

Un front uni contre la dette

29 juillet 1987, Thomas Sankara assiste à Addis-Abeba aux travaux de la vingt-cinquième Conférence au sommet des pays membres de l'OUA. Il y délivre le discours ci-après. Il a été retranscrit à partir d'un enregistrement. Le président de séance était Kenneth Kaunda de Zambie. Ce texte est tiré du numéro de février de Coumbite, une revue trimestrielle publiée à Paris.

Monsieur le président ; Messieurs les chefs des délégations : Je voudrais qu'à cet instant nous puissions parler de cette autre question qui nous tiraille : la question de la dette, la question de la situation économique de l' Afrique. Autant que la paix, elle est une condition importante de notre survie. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous en parlions. Le Burkina Fasso voudrait dire tout d'abord sa crainte. La crainte que nous avons c'est que les réunions de l'OUA se succèdent, se ressemblent mais qu'il y ait de moins en moins d'intéressement à ce que nous faisons.

Monsieur le président : Combien sont-ils les chefs d'Etat qui sont ici présents alors qu'ils ont dument appelés à venir parler de l'Afrique en Afrique ? Monsieur le président : Combien de chefs d'Etats sont prêt à bondir à Paris, à Londres, à Washington lorsque là-bas on les appelle en réunion mais ne peuvent pas venir en réunion ici à Addis-Abeba en Afrique ? Ceci est très important.[Applaudissements] Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas venir. C'est pourquoi je voudrais proposer,

Monsieur le président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'Etats qui ne répondent pas présents à l'appel. Faisons en sorte que par un ensemble de points de bonne conduite, ceux qui viennent régulièrement, comme nous par exemple, [Rires] puissent être soutenus dans certains de leurs efforts. Exemple : les projets que nous soumettons à la Banque africaine de développement (BAD) doivent être affectés d'un coefficient d'africanité.[Applaudissements] Les moins africains seront pénalisés. Comme cela tout le monde viendra aux réunions.



Je voudrais vous dire, Monsieur le président, que la question de la dette est en question que nous ne saurions occulter. Vous-même vous en savez quelque chose dans votre pays où vous avez du prendre des décisions courageuses, téméraires même. Des décisions qui ne semblent pas du tout être en rapport avec votre âge et vos cheveux blancs. [Rires] Son Excellence le président Habib Bourguiba qui n'a pas pu venir mais qui nous a fait délivrer un important message donné cet autre exemple à l'Afrique, lorsque en Tunisie, pour des raisons économiques, sociales et politiques, il a dû lui aussi prendre des décisions courageuses. Mais, Monsieur le président, allons-nous continuer à laisser les chefs d'Etats chercher individuellement des solutions au problème de la dette avec le risque de créer chez eux des conflits sociaux qui pourraient mettre en péril leurs stabilités et même la construction de l'unité africaine ? Ces exemples que j'ai cités, il y en a bien d'autres, méritent que les sommets de l'OUA apportent une réponse sécurisante à chacun de nous quant à la question de la dette. Nous estimons que la dette s'analyse d'abord de par son origine. Les origines de la dette remontent aux origines du colonialisme. Ceux qui se sont transformés en " assistants techniques ". En fait, nous devrions dire en assassins technique. Et ce sont eux qui nous ont proposé des sources de financement, des " bailleurs de fonds ". Un terme que l'on emploie chaque jour comme s'il y avait des hommes dont le "bâillement" suffirait à créer le développement chez d'autres. Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des dossiers et des montages financiers alléchants. Nous nous sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans et même plus. C'est-à-dire que l'on nous a amenés à compromettre nos peuples pendant cinquante ans et plus.

La dette sous sa forme actuelle, est une reconquête savamment organisée de l'Afrique, pour que sa croissance et son développement obéissent à des paliers, à des normes qui nous sont totalement étrangers. Faisant en sorte que chacun de nous devienne l'esclave financier, c'est-à-dire l'esclave tout court, de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la fourberie de placer des fonds chez nous avec l'obligation de rembourser. On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. Ce n'est point une question de ce prétendu honneur que de rembourser ou de ne pas rembourser.

Monsieur le président : Nous avons écouté et applaudi le premier ministre de Norvège lorsqu'elle est intervenue ici même. Elle a dit, elle qui est européenne, que toute la dette ne peut pas être remboursée. Je voudrais simplement la compléter et dire que la dette ne peut pas être remboursée. La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en surs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en surs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement



ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. Non, Monsieur le président, ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue. [Applaudissements] Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang. C'est notre sang qui a été versé. On parle du Plan Marshall qui a refait l'Europe économique. Mais l'on ne parle pas du Plan africain qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes hitlériennes lorsque leurs économies étaient menacées, leurs stabilités étaient menacées. Qui a sauvé l'Europe ? C'est l'Afrique. On en parle très peu. On parle si peu que nous ne pouvons, nous, être complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous en avons au moins le devoir de dire que nos pères furent courageux et que nos anciens combattants ont sauvé l'Europe et finalement ont permis au monde de se débarrasser du nazisme. La dette, c'est aussi la conséquence des affrontements. Lorsque on nous parle de crise économique, on oublie de nous dire que la crise n'est pas venue de façon subite. La crise existe de tout temps et elle ira en s'aggravant chaque fois que les masses populaires seront de plus en plus conscientes de leurs droits face aux exploités. Il y a crise aujourd'hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l'étranger des sommes colossales qui suffiraient à développer l'Afrique. Il y a crise parce que face à ces richesses individuelles que l'on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bas-quartiers.

Il y a crise parce que les peuples partout refusent d'être dans Soweto face à Johannesburg. Il y a donc lutte et l'exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s'inquiéter. On nous demande aujourd'hui d'être complices de la recherche d'un équilibre. Equilibre en faveur des tenants du pouvoir financier. Equilibre au détriment de nos masses populaires. Non ! Nous ne pouvons pas être complices. Non ; nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples. Nous ne pouvons pas les accompagner dans leurs démarches assassines.

Monsieur le président : Nous entendons parler de clubs - club de Rome, club de Paris, club de Partout. Nous entendons parler du Groupe des Cinq, des Sept, du Groupe des Dix, peut être du Groupe des Cent. Que sais-je encore ? Il est normal que nous ayons aussi notre club et notre groupe. Faisons en sorte que dès aujourd'hui Addis-Abeba devienne également le siège,



le centre d'ou partira le souffle nouveau du Club d' Addis-Abeba contre la dette. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons dire aujourd'hui, qu'en refusant de payer, nous ne venons pas dans une démarche belliqueuse mais au contraire dans une démarche fraternelle pour dire ce qui est. Du reste les masses populaires en Europe ne sont pas opposées aux masses populaire en Afrique. Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. Donc notre club parti d'Addis-Abeba devra également dire aux uns et aux autres que la dette ne saura être payée. Quand nous disons que la dette ne saura payée ce n'est point que nous sommes contre la morale, la dignité, le respect de la parole. Nous estimons que nous n'avons pas la même morale que les autres. La Bible, le Coran, ne peuvent pas servir de la même manière celui qui exploite le peuple et celui qui est exploité. Il faudra qu'il y ait deux éditions de la Bible et deux éditions du Coran. [Applaudissements] Nous ne pouvons pas accepter leur morale. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle de dignité. Nous ne pouvons pas accepter que l'on nous parle du mérite de ceux qui paient et de perte de confiance vis-à-vis de ceux qui ne paieraient pas. Nous devons au contraire dire que c'est normal aujourd'hui que l'on préfère reconnaître que les plus grands voleurs sont les plus riches. Un pauvre quand il vole ne commet qu'un larcin, une peccadille tout juste pour survivre et par nécessité. Les riches, ce sont eux qui volent le fisc, les douanes. Ce sont eux qui exploitent le peuple.

Monsieur le président : Ce n'est donc pas de la provocation. Je voudrais que très sagement vous nous offriez des solutions. Je voudrais que notre conférence adopte la nécessité de dire clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Non pas dans un esprit belliqueux, belliciste. Ceci, pour éviter que nous allions individuellement nous faire assassiner. Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence ! Par contre, avec le soutien de tous, donc j'ai grand besoin, [Applaudissements] avec le soutien de tous, nous pourrons éviter de payer. Et en évitant de payer nous pourrons consacrer nos maigres ressources à notre développement. Et je voudrais terminer en disant que nous pouvons rassurer les pays auxquels nous disons que nous n'allons pas payer la dette, que ce qui sera économisé n'ira pas dans les dépenses de prestige. Nous n'en voulons plus. Ce qui sera économisé ira dans le développement. En particulier nous éviterons d'aller nous endetter pour nous armer car un pays africain qui achète des armes ne peut l'avoir fait que contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen, ce n'est pas contre un pays asiatique. Par conséquent nous devons également dans la lancée de la résolution de la question de la dette trouver une solution au problème de l'armement. Je suis militaire et je porte une arme. Mais Monsieur le président, je voudrais que nous nous désarmions. Parce que moi je porte l'unique arme que je possède. D'autres ont camouflé les armes qu'ils ont.[Rires et applaudissement]



Alors, chers frères, avec le soutien de tous, nous pourrons faire la paix chez nous. Nous pourrons également utiliser ses immenses potentialité pour développer l'Afrique parce que notre sol et notre sous-sol sont riches. Nous avons suffisamment de quoi faire et nous avons un marché immense, très vaste du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Nous avons suffisamment de capacité intellectuelle pour créer ou tout au moins prendre la technologie et la science partout où nous pouvons les trouver.

Monsieur le président : Faisons en sorte que nous mettions au point ce Front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Faisons en sorte que ce soit à partir d'Addis-Abeba que nous décidions de limiter la course aux armements entre pays faibles et pauvres. Les gourdins et les coutelas que nous achetons sont inutiles. Faisons en sorte également que le marché africain soit le marché des Africains. Produire en Afrique, transformer en Afrique et consommer en Afrique. Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons au lieu de l'importer. Le Burkina Faso est venu vous exposer ici la cotonnade, produite au Burkina Faso, tissée au Burkina Faso, cousue au Burkina Faso pour habiller les Burkinabé. Ma délégation et moi-même, nous sommes habillés par nos tisserands, nos paysans. Il n'y a pas un seul fil qui vienne d'Europe ou d'Amérique.[Applaudissements] Je ne fais pas un défilé de mode mais je voudrais simplement dire que nous devons accepter de vivre africain. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre digne. Je vous remercie, Monsieur le président.

La patrie ou la mort, nous vaincrons ! [longs applaudissements]